

Politis



ENTRETIEN

POURIA AMIRSHAHI

« MÉDIACRATIE »

ANALYSE

LITTÉRATURE
LA NATURE
SENSIBLE
D'ANNIE DILLARD

Politis

DOCUMENTAIRE
JE NE SUIS PAS
VOTRE NÈGRE,
DE RAOUL PECK

N°1453 - DU 11 AU 17 MAI 2017



LÉGISLATIVES, MOUVEMENT SOCIAL...

Et maintenant, le troisième tour!

de fond », prévient Françoise Verchère, du collectif des élus opposés à l'aéroport (Cédpa). Sur la ZAD, où une journée portes ouvertes est prévue le 21 mai, la mobilisation reste forte et tournée vers des alternatives concrètes. Une tranquillité qui pourrait se révéler éphémère, car Emmanuel Macron a prévenu qu'il « prendra ses responsabilités et fera évacuer la zone » en cas d'échec de la médiation.

Le nouveau président a un autre rendez-vous urgent avec le mouvement social, au sujet du Ceta, l'accord de libre-échange entre l'Europe et le Canada. Le texte voté par le Parlement européen le 15 février, qui prévoit d'abattre les barrières « non tarifaires » au commerce, comme les normes environnementales, doit être appliqué « provisoirement » à compter de début juin ou début juillet. Trente-sept parlements nationaux et régionaux devront ensuite ratifier le texte dans les mois et les années à venir. Mais, même en cas de rejet *in fine* du texte, certaines dispositions, comme celles relatives à la protection des investissements, resteront en vigueur pour les vingt prochaines années.

Sur ce dossier brûlant, Emmanuel Macron a promis le 1^{er} mai de commander à une commission d'experts – encore une – un rapport sur les « conséquences environnementales et sur la santé de cet accord ». Il doit en tirer « toutes les conclusions » trois mois après son élection. De quoi calmer la mobilisation le temps des législatives. Les Amis de la Terre et l'Institut Veblen pour les réformes économiques jugent cette ouverture « encourageante mais encore bien timide, et surtout très tardive ».

L'agenda social est donc chargé pour le vainqueur de la présidentielle. Qui n'aura aucun état de grâce pour réformer. Et le climat est particulièrement tendu depuis maintenant un an. Il s'est même encore durci depuis les débordements de la manifestation du 1^{er} mai, qui a fait deux blessés chez les policiers, dont un gravement brûlé, et 124 parmi les manifestants, selon les groupes autonomes. Ces derniers jours, les préfetures de police de plusieurs départements ont prononcé des interdictions de territoire pour des militants identifiés dans des manifestations émaillées d'incidents. Soixante-neuf interdictions ont été dénombrées par les militants de la région parisienne pour le seul week-end du second tour, dans des arrondissements où devaient avoir lieu des manifestations ou les soirées électorales des deux candidats.

Malgré cela, le Mouvement inter-luttes indépendant (Mili) et le collectif Génération ingouvernable, qui participent au « cortège de tête » formé devant le défilé syndical dans les manifestations contre la loi travail, restent plus que jamais mobilisés. Notamment contre les violences policières, dans le prolongement du mouvement qui a fait suite à l'affaire du viol présumé du jeune Théo. S'il veut gouverner sur la ligne dure qu'il a affichée lors de sa campagne, Emmanuel Macron devra donc immanquablement gérer un bras de fer d'une intensité rare avec la rue. ■

« Macron s'inscrit dans du précédent gouverne »

TRIBUNE

La politique économique du nouveau président fait l'impasse sur la gravité de la situation environnementale et sociale, déplore **ALAIN COULOMBEL.**



Alain Coulombel,
Secrétaire national
adjoint EELV,
chargé du projet
« Bien vivre ».

« **S**i une époque ne sait pas agencer du neuf avec de l'ancien, si elle ne sait pas mimer ou doubler son présent pour le court-circuiter, alors c'est le même qui revient : de l'ancien et de l'usé recyclés sous les traits d'un nouveau venu pour notre temps » (Karl Marx, dans le 18 Brumaire de Louis Bonaparte).

Il y a quelques mois, nous nous sommes réjouis de voir enfin les thèmes de l'écologie politique s'imposer dans le débat public à travers un certain nombre de propositions emblématiques : la sortie du nucléaire, le refus des « grands projets inutiles et imposés » (GPII), l'interdiction des perturbateurs endocriniens, le revenu d'existence ou encore la transition écologique de l'économie. Le projet défendu par Benoît Hamon, largement inspiré de nos propositions, et celui porté par Jean-Luc Mélenchon comportaient une critique radicale de la croissance et du couple productivisme-consumérisme. Force est de constater que, ces dernières semaines, l'écologie est redevenue le parent pauvre de la présidentielle, jusqu'à totalement disparaître du débat après le premier tour. Dans chacun des deux discours du soir de son élection, Emmanuel Macron n'a cité qu'une seule fois le terme « écologie », comme si cela suffisait à l'installer au rang de ses priorités. Mais que pouvons-nous réellement attendre de son programme en la matière pour les cinq années à venir ?



Très souvent incohérent et imprécis, le projet présenté par notre nouvel élu est au mieux environnementaliste, au pire partisan d'un modèle « croissantiste » qui épuise les ressources et détruit la nature. S'inscrivant dans les pas du précédent gouvernement, la transition écologique qu'il propose ne comporte aucune mesure novatrice susceptible de répondre aux enjeux de la crise écologique. Qu'il s'agisse du nucléaire civil ou de la sortie des énergies fossiles (à travers la fermeture des centrales à charbon ou l'interdiction de l'exploitation du gaz de schiste), de la fiscalité diesel ou du modèle agricole, nombre de propositions sont déjà inscrites dans la loi. Comme le souligne Greenpeace, « la recette d'Emmanuel Macron sur l'environnement est bien fade ». Ainsi de la fermeture de Fessenheim, conditionnée à la mise en service de l'EPR de Flamanville ; ainsi de la réduction à 50 % de l'énergie nucléaire d'ici à 2025, sans aucun engagement concernant la fermeture des centrales ; ainsi de la volonté de réduire la pollution de l'air, mais sans interdire le diesel ; ou encore de l'interdiction des perturbateurs endocriniens,

(1) Proposition de code du travail, collectif, Dalloz.
(2) Publié aux éditions Arcane 17.
(3) Voir notre dossier publié dans *Politis* n° 1445 (15 mars).

les pas ment»



PHILIPPE DESMAZES/AFP

conditionnée à l'existence « de solutions scientifiquement reconnues comme moins toxiques ». Un programme *a minima*, dans le prolongement des promesses ou des déclarations passées de nos ex-présidents : Chirac et « *notre maison qui brûle* », Sarkozy et son Grenelle de l'environnement, Hollande et sa COP 21...

Pire encore : en conditionnant la transition écologique à l'émergence d'un nouveau modèle de croissance centré sur la modernisation de notre économie, Emmanuel Macron reprend les recettes et les formules du libéralisme économique, aveugle à la gravité de la crise écologique (donc sociale). Comme si la politique de l'offre et la recherche de la compétitivité des entreprises (sans éco-conditionnalité) pouvaient être compatibles avec l'Anthropocène, cette ère – la nôtre – au cours de laquelle les activités humaines modifient dangereusement les équilibres du système Terre.

Comme si l'état de la planète pouvait encore attendre dix, quinze, vingt ans, ou se satisfaire de quelques accommodements touchant à la responsabilité environnementale des

entreprises, à la voiture propre ou au bio dans les cantines. À cet égard, notre nouveau président serait bien inspiré de relire ces mots de Paul Ricœur (dont il aime à souligner la proximité philosophique qu'il aurait avec lui) : « *Les entreprises de maîtrise de la nature peuvent aboutir à l'autodestruction. Il n'est pas évident que l'humanité survive.* » Si le réchauffement climatique, la raréfaction des ressources, la disparition des glaciers de l'Himalaya ou l'acidification des océans n'attendent rien de l'humanité, nos sociétés, elles, dépendent pour leur survie, de l'ensemble des paramètres rendant cette planète habitable et viable pour le plus grand nombre. Les écologistes savent cela. Ils inscrivent leurs propositions dans la volonté d'éviter le pire. Ils savent que l'écologie est incompatible avec le capitalisme prédateur et le dogme de la croissance, que celle-ci soit « verte », « soutenable » ou « climato-compatible ».

En faisant de l'innovation industrielle, de la compétitivité des entreprises et de la libération de la croissance l'alpha et l'oméga de sa politique économique, Emmanuel Macron se trompe. En reprenant à son compte les vieilles recettes de l'ultralibéralisme, la baisse des cotisations patronales, la flexibilité du marché du travail ou la réduction de l'impôt sur les sociétés, il montre qu'il n'a rien compris à l'écologie, prenant ainsi le risque de creuser un peu plus les fractures sociales dont notre pays et l'Europe souffrent.

Prendre en compte la gravité de la situation environnementale et sociale, c'est renverser l'ordre des priorités : à la place de l'équilibre des finances publiques, de la justice sociale et de la dignité humaine ; à la place des accords de libre-échange (comme le Ceta) ou de la compétition internationale, la coopération entre les hommes de toutes les cultures ; à la place de la simplification du droit de l'environnement, la lutte contre les « écocides » et la préservation des communs (terme absent du projet d'Emmanuel Macron) : eau, air, forêt, ressources culturelles...

Ce n'est pas d'un nouveau casting, Monsieur le Président, dont nous avons besoin, ni d'un bel emballage, ni de « *renouer avec l'esprit de conquête français* », cet imaginaire de la puissance lové dans le capitalisme, mais d'un projet de civilisation, d'une autre manière d'habiter le monde, d'une autre approche du collectif, fondée sur le temps long, l'intérêt général et la conscience de la fragilité du vivant.

Après cinq années ratées pour l'écologie, la période qui s'ouvre, sous la tutelle des lobbys, des marchés financiers et du patronat français, ne s'annonce guère plus encourageante. Au risque de creuser un peu plus les fractures multiples qui traversent notre pays et de rendre les conditions d'existence sur la Terre de plus en plus chaotiques. ■

FAUT-IL VRAIMENT ÊTRE EN MARCHÉ ?

L'ÉCONOMIE À CONTRE-COURANT / GENEVIÈVE AZAM
MEMBRE DU CONSEIL SCIENTIFIQUE D'ATTAC

Arrêtons-nous pour penser ce qui nous arrive. L'injonction de marcher et la condamnation au mouvement perpétuel, à l'expansion, pourraient contenir les ressorts d'épisodes totalitaires.

Prenez le temps de citer ici la philosophe Hannah Arendt et l'économiste Karl Polanyi, condamnés à l'exil dans les années 1930, témoins et penseurs de l'effondrement de la civilisation européenne.

« *Ce qui, dans un monde non totalitaire, prépare les hommes à la domination totalitaire, c'est le fait que la désolation, qui jadis constituait une expérience limite, subie dans certaines conditions sociales marginales telles que la vieillesse, est devenue l'expérience quotidienne des masses toujours croissantes de notre siècle* », écrivait Hannah Arendt (1).

Cette désolation n'est pas un accident de parcours, elle est la concrétisation de principes qui ont subordonné les sociétés et la nature à l'intérêt privé : « *C'est la théorie d'Adam Smith, qui dit qu'une "main invisible" dirige*

l'ensemble de façon que, si chacun défend son intérêt particulier, tous ces intérêts particuliers s'additionneront et donneront l'intérêt général. Je considère cette théorie comme l'une des théories les plus nuisibles, les plus

Pour Polanyi, l'utopie du marché est une « fabrique satanique ».

malfaisantes et aussi les plus erronées qui soient (2). »

Cette théorie conduit à la destruction de la sphère politique, à la fabrication d'individus isolés et massifiés, enfermés dans la sphère privée, à l'émergence de foules apparemment bigarrées et pourtant uniformisées. Autant de candidats potentiels à des aventures autoritaires.

Karl Polanyi voit aussi les prémices du totalitarisme dans l'utopie libérale du marché, véritable « fabrique satanique ». L'effondrement des années 1930 n'est, selon lui, ni une aberration de l'histoire ni une ruse du capital ; il est enraciné dans la modernité économique-sociale : « *Les origines du cataclysme résident dans l'entreprise utopique par laquelle le libéralisme économique a voulu créer un système de marché auto-régulateur* (3). » La société de marché émerge de la tentative de transformer le travail, la terre et la monnaie en marchandises. Pourtant, aucun de ces éléments n'a été « produit » pour la vente, mais la fiction du marché autorégulateur produit des effets réels et tend à leur marchandisation. Elle prive la société de sa substance et confère au système économique la possibilité de domination totale des humains et de la nature, de dissolution des classes et de leur transformation en masses. Pour Karl Polanyi, les années 1920 ont été déterminantes, car le libéralisme économique poursuivait son mouvement ; alors que « *des centaines de millions d'hommes ont subi le fléau de l'inflation, des classes sociales, des nations entières ont été expropriées* (4) ». Les dangers d'un économisme submergeant la sphère politique, d'un libéralisme économique expropriateur et imposé à marche forcée, exigent un arrêt et une bifurcation.

(1) *La Crise de la culture*, Hannah Arendt Gallimard, 1972.

(2) *Édifier un monde. Interventions 1971-1975*, Hannah Arendt, Seuil, 2007.

(3) *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Gallimard, 1983.

(4) *Ibid.*